

Offensive turque dans le Nord-Est syrien : une Russie incontournable

Description

Engagée militairement depuis 2015 dans le conflit syrien en soutien au régime de Bachar Al Assad, la Russie vient de marquer un point : alors que la communauté internationale, prise de court, se révélait impuissante à contenir l'offensive du Président turc, Recep Tayyip Erdoğan, Moscou a su montrer sa capacité à faire accepter à la Turquie la fin de son avancée militaire contre les Kurdes. Tant que la Turquie s'en tient à sa position actuelle, cette médiation politique apparaît comme une victoire diplomatique pour Vladimir Poutine, qui attesterait du succès de sa stratégie au Moyen-Orient.

L'offensive turque dans le Nord-Est syrien contre les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG)⁽¹⁾, lancée le 9 octobre 2019 à la suite de l'annonce du retrait des troupes américaines, a entraîné de multiples condamnations de la part de la communauté internationale. Celle-ci a à la fois dénoncé la violation du droit international que constitue l'incursion turque en territoire syrien et exprimé sa crainte de représailles envers les Kurdes, alliés de la coalition internationale contre Daech. La Russie, partenaire du régime syrien mais aussi de la Turquie, a alors effectué une médiation rapide et efficace en faveur de la mise en place d'un accord, le 22 octobre, avec Ankara, afin de stopper l'offensive des troupes turques. En s'imposant comme le seul acteur capable de dialoguer avec toutes les parties au conflit et face au désengagement américain dans la région, Moscou a semblé enregistrer un succès diplomatique de taille.



La Russie, acteur clé en Syrie

Présente militairement sur le terrain syrien depuis septembre 2015, la Russie s'est engagée aux côtés de Damas, officiellement pour lutter contre le terrorisme. Ainsi, elle s'assure d'un retour politique au Moyen-Orient et d'une place stratégique régionale face, d'une part, au désengagement évident des États-Unis et, d'autre part, à l'incapacité de l'Europe à s'imposer sans le soutien américain. En effet, si la première offensive militaire russe en Syrie ne date que du 30 septembre 2015, le Kremlin avait préalablement réactivé sa base militaire de Tartous - Nord-Ouest syrien - dès 2013. À cette occasion, la Russie avait même montré ses avancées diplomatiques en Syrie, puisque Vladimir Poutine avait obtenu du régime syrien qu'il se débarrasse d'une partie de son arsenal d'armes chimiques, après qu'il ait été prouvé que Damas avait franchi la « ligne rouge » fixée par les États-Unis en utilisant ces armes contre sa propre population. Cette violation de la limite annoncée par Washington aurait dû conduire à une intervention militaire américaine en Syrie mais, face au recul du Président américain, Barack Obama, c'est le Kremlin qui avait négocié avec le régime syrien, « sauvant la face » de la communauté internationale.

Depuis le début du conflit, Moscou a gardé la même ligne, consistant à soutenir le régime syrien au nom du maintien de l'intégrité territoriale du pays. Son dessein n'est évidemment pas limité à la seule Syrie et la Russie ambitionne de revenir dans la région en profitant à la fois du désengagement américain annoncé depuis 2010⁽²⁾ et de la perte de crédibilité de l'ensemble des pays occidentaux au Proche et Moyen-Orient. Le cas de la Libye, exemple repoussoir d'une intervention univoque de l'Occident, est largement - et de plus en plus - utilisé par Moscou pour stigmatiser l'« échec » occidental dans la région.

Prenant le contrepied de la prétendue volonté occidentale d'imposer la démocratie en défaisant les régimes en place, la

Russie ne s'est pas contentée d'un rôle exclusivement militaire en soutien au régime syrien. En effet, Moscou entretient des relations avec toutes les parties au conflit et s'est posé en médiateur des négociations internationales, dans un pied de nez remarqué adressé aux négociateurs qui, à Genève, avaient échoué à ébaucher une solution : c'est ainsi qu'en janvier 2018, sous l'égide notamment des États-Unis, les discussions réunissant la Turquie, le régime syrien et l'Iran n'avaient pas réussi à faire émerger le Comité constitutionnel préalablement annoncé ; il était pourtant apparu quelques jours plus tard à Sotchi, autour de la Russie, conformément à la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies (2015).

Tout cela, Moscou est parvenu à l'obtenir sans compromettre ses relations avec Israël ou les pays du Golfe. En témoigne la visite de V. Poutine au roi saoudien Salman, effectuée à Riyad le 14 octobre 2019, dans un contexte d'exacerbation des tensions dans le Golfe arabo-persique.

L'intervention russe pour contenir l'offensive turque en Syrie au cours de l'automne 2019 semble bien témoigner d'une stratégie globale réussie.

Une victoire diplomatique pour Vladimir Poutine

Pour mémoire, la Turquie a donc annoncé le 9 octobre 2019 son offensive dans le Nord-Est syrien contre les forces kurdes des YPG, composante essentielle des Forces démocratiques syriennes (FDS). Ce groupe d'opposition au régime syrien a participé à la coalition internationale contre Daech, à l'issue de quoi il a créé une région semi-autonome kurde dans cette partie de la Syrie. L'offensive lancée par le Président turc, largement dénoncée par la communauté internationale, résulte elle-même d'un communiqué de la Maison-Blanche annonçant le retrait des troupes américaines ainsi que l'imminence d'une attaque turque sur le territoire concerné (offensive au sujet de laquelle Washington prenait soin de se dégager de toute responsabilité).

Le Kremlin a d'abord pris son temps pour condamner les actions turques, puis s'est imposé en médiateur de la crise, arguant de ses relations diplomatiques avec la Turquie tout comme avec le régime syrien et avec les FDS. La Russie a ainsi su profiter de cette occasion pour accroître son influence auprès des parties prenantes au conflit. Le 22 octobre, Turcs et Russes se sont accordés à Sotchi sur un retrait des forces kurdes au-delà de 30 kilomètres de la frontière turco-syrienne entre les villes de Tall Abyad et de Ras Al Aïn, dans un délai de 150 heures. Le bon déroulement du processus devait être assuré par des patrouilles militaires russes et turques, l'objectif affiché étant le maintien de l'intégrité territoriale de la Syrie. L'accord prévoit également, mais de manière relativement incertaine, le retour d'un million de réfugiés syriens de Turquie. Alors que Moscou et Ankara ne soutiennent pas le même camp dans le conflit, ce sont finalement les Kurdes qui se trouvent pris en étau entre le régime syrien et ces deux puissances. Aujourd'hui, patrouilles turques, russes et gardes syriens postés aux frontières assurent l'effectivité du retrait.

Dans l'impasse et seules face à l'offensive turque, les FDS avaient conclu un accord avec Damas à Qamishli, pour repousser les militaires turcs et leurs alliés, souvent membres de groupuscules islamistes radicaux, et protéger les populations kurdes. Cet accord pourrait, à terme, permettre à Damas de reprendre le contrôle du Nord-Est syrien. Dans le même temps, la ville de Qamishli a été frappée par un attentat à la voiture piégée revendiqué par Daech, qui a profité d'une montée de l'insécurité, provoquant une dizaine de morts et de blessés⁽³⁾. La ville serait à présent revenue sous contrôle du régime syrien.

Un succès durable ?

S'il est évident que la signature de cet accord qualifié d'« historique » par le président Recep Tayyip Erdoğan est un succès diplomatique pour Moscou, on peut toutefois s'interroger sur la pérennité de cette victoire.

En effet, l'accord, pour être satisfaisant, suppose la présence de patrouilles mixtes afin d'éviter des heurts entre les parties. Cela implique une mobilisation sur un temps long des forces présentes sur le terrain. De plus si, à court terme, l'accord a effectivement permis d'éviter un massacre, il offre aussi aux Turcs l'opportunité de maintenir une présence sur le sol syrien, ce qui contrevient justement à l'impératif exprimé par la Russie de maintenir l'intégrité territoriale de la Syrie. Des accrochages ont d'ailleurs éclaté entre forces militaires syriennes et turques quelques jours après la

signature de l'accord, causant la mort de 5 soldats syriens⁽⁴⁾. Si la situation semble depuis s'être apaisée dans le Nord-Est syrien, l'offensive en cours du régime syrien, appuyé par Moscou, contre la dernière « poche » rebelle – soutenue par la Turquie – dans le Nord-Ouest syrien, fragilise la récente entente. La guerre en Syrie s'avère coûteuse pour les partenaires de Damas, sans lesquels le régime ne pourrait contrôler toutes les parties de son territoire. Quant au sud de la Syrie, de nouveau sous contrôle de Damas depuis 2018, l'instabilité y demeure, mettant en question la réalité d'une reconquête complète des territoires de cette région par le régime.

Si elle souhaite montrer l'efficacité de sa stratégie, la Russie risque d'avoir à maintenir une présence militaire importante à moyen voire long terme. De plus, si les négociations autour de la mise en place du Comité constitutionnel enregistrent quelques avancées – les parties se sont réunies à Genève le 30 octobre 2019 sous l'égide de l'ONU (grâce et suite aux négociations de Sotchi en 2018) –, une partie importante de l'opposition syrienne continue de contester le processus de cette réforme constitutionnelle qu'elle considère n'avantager que Damas et ses alliés. Au demeurant, aucun résultat concret ne semble avoir abouti et la fragilité actuelle du régime iranien – aux prises avec des manifestations importantes – mais aussi celle du régime turc – le président Erdoğan est de plus en plus contesté dans son pays – fragilisent les espoirs d'une sortie de crise. À cela s'ajoute, enfin, la réticence des FDS à rallier les forces militaires syriennes⁽⁵⁾ dans le Nord-Est syrien, laissant présager le maintien des tensions.

Notes :

(1) Le YPG est la branche armée du Parti de l'union démocratique de Syrie – parti kurde de Syrie – et l'allié du Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK, parti kurde de Turquie. Les deux organisations sont considérées comme terroristes par Ankara et leur alliance fait craindre au Président turc une contagion des revendications kurdes dans son pays. Déjà en 2018, lors de l'attaque d'Afrine perpétrée dans le cadre de l'opération « Rameau d'olivier », la Turquie était intervenue directement en Syrie contre les forces kurdes.

(2) L'assassinat en Irak du général iranien Ghassem Soleimani par les États-Unis, le 3 janvier 2020, pourrait relativiser ce désengagement (l'administration américaine a en effet annoncé l'envoi de 3 000 à 3 500 soldats supplémentaires au Moyen-Orient, en plus des 700 déjà déployés au Koweït pour faire face aux représailles probables de Téhéran) ou l'accentuer (le Parlement irakien a voté le 5 janvier en faveur de l'expulsion des troupes étrangères stationnées dans le pays).

(3) « [Le Rojava : une erreur stratégique des USA ?](#) », avec Fabrice Balanche et Olivier Piot, émission animée par Marie-France Chatin, *Géopolitique Le Débat*, RFI, 30 novembre 2019.

(4) Marie Jégo, Allan Kaval, « [Dans le nord-est de la Syrie, l'intervention de la Russie n'évite pas les accrochages](#) », *Le Monde*, 30 octobre 2019.

(5) Philippe Droz-Vincent, « [Syrie – L'attaque turque rebat les cartes](#) », *Orient XXI*, 20 novembre 2019.

Vignette : Vue sur Damas depuis le Mont Qassioun, 2010 (photo Louise Larroque).

* Louise Larroque est étudiante en Master 2 de Relations internationales (INALCO), spécialisation sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.



[Retour en haut de page](#)

date créée

06/01/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Louise Larroque*